

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 826<sup>e</sup>  
SÉANCE**

Vendredi 2 novembre 1962,  
à 15 h 15

**NEW YORK**

**SOMMAIRE**

	Page
<i>Organisation des travaux de la Commission . . .</i>	209
<i>Point 36 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Question de la convocation d'une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce (suite)</i>	
<i>Examen des projets de résolution (suite) . .</i>	209

**Président:** M. Bohdan LEWANDOWSKI  
(Pologne).

**Organisation des travaux de la Commission**

1. Le **PRESIDENT** rappelle que la Commission a été saisie, à la séance précédente, de deux propositions. La première est une simple suggestion du représentant du Soudan, tendant à limiter la durée des interventions portant sur les projets de résolution relatifs au point 36 de l'ordre du jour (Question de la convocation d'une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce) à 10 ou 15 minutes. Les deuxième proposition, formelle celle-là, émane de la délégation de la Nigéria qui demande pour le projet de résolution A/C.2/L.650 et Add.1 la priorité sur les deux projets de résolution A/C.2/L.649 et Add.1 et A/C.2/L.654, qui ont été déposés plus tôt.

2. M. EL BANNA (République arabe unie) désire que le projet de résolution relatif à la Déclaration du Caire des pays en voie de développement (A/C.2/L.650 et Add.1) soit discuté, avec l'assentiment de la Commission, dès le lundi 5 novembre. Certains membres ont manifesté de l'intérêt pour ce projet de résolution et ne manqueront pas de faire certaines suggestions qui, sans le modifier quant au fond, amèneront peut-être la Commission à le remanier.

3. M. LYCHOWSKI (Pologne) fait observer que le projet de résolution sur l'action des Nations Unies dans le domaine du développement industriel (A/C.2/L.649 et Add.1) présenté par sa délégation et celle de la Jordanie devrait, selon le règlement intérieur, avoir la priorité sur les deux autres projets, qui ont été déposés ultérieurement. Toutefois, étant donné l'opinion exprimée par un certain nombre de représentants, il n'insistera pas pour que le projet de résolution présenté par la Pologne et la Jordanie soit discuté le premier.

4. M. TELL (Jordanie) s'associe à la déclaration du représentant de la Pologne.

5. Le **PRESIDENT** considère qu'en l'absence d'objection la Commission est d'accord pour passer à l'étude du projet de résolution relatif à la Déclaration du Caire présenté par 29 puissances, dès qu'elle en aura terminé avec le point 36.

*Il en est ainsi décidé.*

6. Le **PRESIDENT** pense, en ce qui concerne la proposition du représentant de la République arabe unie, qu'il vaut mieux ne pas fixer de date pour la discussion du projet de résolution relatif à la Déclaration du Caire afin de laisser à la Commission le temps de l'étudier plus à fond. Il invite ensuite les délégations qui le désirent à faire des observations sur la suggestion du représentant du Soudan.

7. M. APPIAH (Ghana) approuve la suggestion en question, mais estime qu'il suffirait que les représentants s'en souviennent lorsqu'ils prendront la parole, sans qu'il soit besoin de limiter formellement la durée des interventions.

8. Le **PRESIDENT** ne croit pas non plus qu'il faille limiter la durée des interventions, mais il invite les orateurs à être aussi brefs que possible. Il rappelle enfin que le représentant de l'Afghanistan a demandé que les projets de résolution soient déposés avant que les questions correspondantes ne viennent en discussion pour que les délégations aient le temps d'en prendre connaissance. Il serait utile à la Commission que les délégations déposent leurs projets de résolution assez tôt, qu'un délai soit fixé ou non.

**POINT 36 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Question de la convocation d'une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce (A/5221, A/C.2/214, A/C.2/L.645, A/C.2/L.648 et Corr.1 et Add.1 à 4) [suite]**

**EXAMEN DES PROJETS DE RESOLUTION (A/C.2/L.645, A/C.2/L.648 ET CORR.1 ET ADD.1 à 4) [suite]**

9. M. PAREMSKY (République socialiste soviétique de Biélorussie) constate avec satisfaction que l'unanimité s'est presque faite à la Commission pour reconnaître la nécessité de convoquer une conférence internationale sur le commerce en 1963. Les niveaux actuels de l'industrie et de la production, ainsi que la division internationale du travail, appellent des mesures urgentes pour une normalisation du commerce international, qui aurait des effets favorables sur tous les pays du monde. La Conférence chargée d'examiner les problèmes du commerce revêt un grand intérêt pour les pays en voie de développement, car l'expansion d'un commerce mutuellement profitable serait pour eux l'un des moyens d'améliorer leur situation économique. Aussi ont-ils insisté pour que cette conférence soit convoquée dès 1963, et la délégation biélorussienne appuie cette proposition, car les questions dont s'occupera la Conférence sont déjà mûres et tout nouveau retard apporté à leur solution aurait un effet néfaste sur l'économie de beaucoup de pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, et sur le monde en général. L'état du commerce international et les intérêts des divers pays posent des problèmes dont la solution exige la coopération internationale.

10. Des deux projets de résolution à l'étude, la délégation biélorussienne préfère celui qui a été présenté par l'Union soviétique (A/C.2/L.645) parce qu'il couvre l'ensemble des problèmes. Il existe entre les pays et les diverses régions du monde des liens complexes qui les rendent interdépendants, et les divers pays ont des intérêts propres qui ne peuvent être négligés. Pour réussir, la Conférence devra avant tout se pencher sur l'ensemble des problèmes du commerce international.

11. Le projet de résolution de l'URSS porte à l'ordre du jour de la Conférence la question de la création d'une organisation internationale du commerce. De nombreuses délégations ont avancé des arguments de poids pour soutenir cette proposition. D'autres ont au contraire exprimé des doutes sur la nécessité de discuter cette question à la Conférence, mais elles n'ont pu produire d'arguments convaincants pour défendre leur point de vue. Certaines délégations, dont les bonnes intentions ne sont pas mises en cause, estiment que la constitution d'une telle organisation serait prématurée, des modifications du GATT et d'autres institutions existantes pouvant donner des résultats satisfaisants. On ne voit cependant pas bien pourquoi il faudrait refuser de discuter cette question à la Conférence. Le représentant du Royaume-Uni a montré à la séance précédente que ce refus vient de ceux qui, à l'heure actuelle, protestent contre la création de tout nouvel organisme dans le domaine du commerce; ils rejettent donc cette idée d'avance. La création d'une organisation internationale permettrait pourtant de prendre des mesures efficaces et réalistes pour la solution des problèmes commerciaux au profit de tous les pays. Les pays en voie de développement pourraient accélérer leur expansion économique, et les pays industrialisés de l'Ouest pourraient élargir leurs marchés et s'assurer des commandes régulières pour leurs produits manufacturés, ce qui rendrait possible le plein emploi. Quant aux pays socialistes, ils ont toujours été en faveur du développement du commerce avec tous les pays, quel que soit leur degré de développement ou leur système économique et social.

12. La création d'une organisation internationale du commerce n'est certes pas chose simple et ne pourrait pas être immédiate. Mais il ne faut pas non plus en exagérer les difficultés. Il suffit, pour les surmonter, de désirer suffisamment et de considérer comme indispensable la création d'une institution spécialisée dans le domaine du commerce, d'autant plus que la question de l'organisation internationale du commerce a un historique déjà long et que de nombreuses possibilités ont été étudiées. Les affirmations tendant à faire croire que le GATT ou d'autres organismes du même genre sont capables de répondre aux besoins ne sont pas du tout justifiées. De nombreux pays en voie de développement ont déjà montré que le GATT a agi jusqu'ici sans tenir compte de leurs intérêts vitaux et de la nécessité de combler leur retard économique. Il a d'ailleurs été créé à d'autres fins.

13. Diverses institutions internationales s'occupent actuellement des questions du commerce, mais elles ne sont pas universelles et sont incapables d'aborder tous les aspects du problème. L'absence d'une organisation spécialisée permanente universelle freine la solution de nombreuses questions du commerce international qui intéressent les pays du monde entier. Les conférences qui ont lieu de temps en temps entre les Etats ne peuvent donner les résultats que l'on pourrait

attendre si ces questions étaient étudiées de manière constante par une organisation spécialisée constituée à cette fin. En outre, seule une organisation internationale du commerce pourra donner suite aux décisions que prendra la conférence. Réunissant des représentants de toutes les régions, elle permettrait la normalisation du commerce international, la suppression de la discrimination et l'égalité.

14. Comme on l'a dit, la décennie passée aura été celle des résolutions sur le commerce mondial. Personne ne voudra que, dans la décennie qui s'ouvre, se multiplient des résolutions pompeuses mais sans effet. La création d'une organisation internationale du commerce serait le premier pas vers la solution des problèmes du commerce international.

15. M. VIAUD (France) rappelle qu'en votant pour la résolution 917 (XXXIV) du Conseil économique et social, la délégation française a clairement manifesté son intention de participer sans arrière-pensée à la prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et d'y examiner avec les autres pays les problèmes importants du commerce international. La délégation française juge préférable que l'on s'en tienne au cadre judicieusement fixé par le Conseil dans son souci de concilier la nécessité d'aborder les problèmes urgents avec celle de procéder à une préparation sérieuse et détaillée. La France a donc davantage de réserves à formuler sur le projet de résolution de l'Union soviétique (A/C.2/L.645) que sur celui des 28 puissances (A/C.2/L.648 et Corr.1 et Add.1 à 4) dans la mesure où le premier s'écarte davantage de la décision du Conseil.

16. Le caractère même de la conférence internationale envisagée prête à controverse. Le représentant de l'Union soviétique a eu raison de souligner l'ampleur des problèmes et la nécessité de ne pas négliger certains aspects des relations entre pays de régimes différents. Il faut cependant veiller à ne pas sortir des limites nécessairement étroites d'une telle conférence. De toute manière, la question de savoir si le problème du commerce Est-Ouest doit être inscrite à l'ordre du jour de cette conférence ne devrait pas être tranchée dès maintenant par l'Assemblée générale, en dépit de l'intérêt qu'elle présente, mais laissée à la discrétion du Comité préparatoire et du Conseil économique et social.

17. C'est au Conseil économique et social qu'il appartiendra de fixer définitivement l'ordre du jour de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, mais l'Assemblée générale peut évidemment indiquer au Comité préparatoire quelles rubriques elle souhaiterait y voir inscrites. A ce propos, la délégation française considère que certains points du paragraphe 4 du projet de résolution des 28 puissances pourraient être améliorés. La subdivision i de l'alinéa a gagnerait par exemple à être complétée pour tenir compte de l'existence de régimes économiques différents dans les pays développés et des problèmes divers que cela pose pour les exportations des pays en voie de développement. Comme le représentant du Royaume-Uni, M. Viaud pense en outre qu'il serait préférable de supprimer la subdivision iv de l'alinéa a ou d'en limiter la portée pour éviter que la Conférence sur le commerce ne se transforme en une conférence sur l'assistance internationale. Quant à la subdivision i de l'alinéa b, elle manque de précision, la stabilisation des cours des produits primaires ne pouvant provenir que de l'organisation des marchés des produits primaires, et no-

tamment agricoles, en vue de stabiliser les cours de ces produits à des niveaux rémunérateurs. Enfin, l'alinéa c est déséquilibré dans la mesure où tous les pays, et non pas seulement les pays industriels ou les groupements économiques régionaux, devraient éliminer les entraves aux échanges. Il serait donc préférable de parler de "mesures en vue de l'élimination des entraves aux échanges, qu'elles soient tarifaires, non tarifaires ou autres, qui ont un effet défavorable sur les exportations des pays en voie de développement".

18. Il ne semble pas qu'il faille étudier dès à présent la question de la création d'une organisation internationale du commerce, comme le demande l'Union soviétique dans son projet de résolution. Les parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce constituent une organisation reposant sur un cadre juridique précis, celui de l'Accord lui-même, qui fixe les principes de politique commerciale à observer par les pays signataires. On ne pourrait donc envisager de créer une organisation internationale du commerce sans avoir établi au préalable un code de pratiques commerciales que les pays membres devraient respecter, quel que soit le régime de leurs échanges extérieurs, libre entreprise ou commerce d'Etat. En outre, avant même d'évoquer l'idée d'un organisme nouveau, il conviendrait de tenir compte du processus d'adaptation dans lequel le GATT se trouve engagé.

19. D'autre part, la délégation française ne s'oppose pas à ce que le problème des groupements économiques régionaux soit examiné lors de la Conférence, mais ne peut accepter que le projet de résolution des 28 puissances mentionne cette question sous une forme qui implique une mise en cause préalable; la formule utilisée dans la résolution 917 (XXXIV) du Conseil économique et social a donc sa préférence. De même, le nombre des membres du Comité préparatoire avait été limité à 18 par le Conseil dans un souci d'efficacité et de rapidité. La délégation française ne s'oppose pas non plus à un certain élargissement qui permettrait aux différents groupes et tendances d'être représentés au sein du Comité; elle signale cependant qu'une augmentation excessive du nombre des membres risquerait de nuire à l'efficacité du Comité.

20. Le dernier point sur lequel il y a divergence de vues est celui de la date de la Conférence. Outre les arguments déjà avancés par les représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni, il faut se souvenir que le Conseil économique et social avait prévu que la Conférence se tiendrait en 1964 pour permettre non seulement au Comité préparatoire d'étudier en détail les questions importantes, mais aussi aux gouvernements de faire les recherches nécessaires à l'échelon national. Certains problèmes demandent en effet des réflexions approfondies comme celui de l'organisation des marchés des produits de base, qui implique beaucoup plus que la simple mise au point de mécanismes de compensation et nécessiterait des efforts pour garantir l'écoulement de ces produits à des prix rémunérateurs et dans le cadre d'une production raisonnablement limitée.

21. Le Gouvernement français craindrait de ne pouvoir participer pleinement à la Conférence si elle avait lieu en 1963, car alors elle ne pourrait pas s'attaquer aux véritables causes des problèmes actuels. A la lumière du débat à l'Assemblée générale et grâce au concours du Secrétariat et des organisations compétentes en matière de politique com-

merciale internationale comme le GATT, le FMI ou peut-être la Banque mondiale, le Comité préparatoire devrait être en mesure de recommander une date. Certes, il n'est pas à exclure que l'Assemblée générale puisse exprimer un désir et fixer une date limite au-delà de laquelle la convocation de la Conférence ne devrait pas être reportée. Cette limite devrait laisser une marge suffisante au Conseil économique et social. A cette fin, il conviendrait de modifier l'alinéa a du paragraphe 2 du projet de résolution des 28 puissances. Il serait même préférable de détacher cet alinéa pour en faire un paragraphe distinct concernant la date de la Conférence et de ne laisser dans le paragraphe 2 que les alinéas b et c qui ont plus particulièrement trait à la tâche du Comité préparatoire.

22. M. Lychowski (Pologne) constate l'existence d'un accord particulièrement encourageant sur le fond même du problème. Il est déjà bien que les membres du Conseil économique et social aient convenu dans la résolution 917 (XXXIV) de convoquer une conférence internationale sur le commerce. Il est encore plus satisfaisant que les deux projets de résolution présentés à la Deuxième Commission s'accordent sur la nécessité de tenir cette conférence en 1963 et sur les principaux points à inscrire à son ordre du jour. C'est pourquoi, tout en préférant nettement le projet de résolution de l'Union soviétique, qui énonce plus clairement les problèmes principaux, la délégation polonaise considère que la Commission devrait parvenir à adopter à l'unanimité un texte unifié.

23. Les deux projets de résolution ont beaucoup de points communs, mais les amendements des six puissances (A/C.2/L.651/Rev.1) permettraient de les rapprocher encore davantage. Loin de penser, comme le représentant de l'Australie, que les projets s'excluent mutuellement, M. Lychowski considère que les divergences sont relativement faibles. La différence essentielle, mais non fondamentale, porte sur les problèmes d'organisation. C'est l'Union soviétique qui va le plus loin en proposant que la future conférence examine la "constitution d'une organisation internationale du commerce". Cependant, le libellé général de l'alinéa d du paragraphe 4 du dispositif du projet des 28 puissances n'exclut pas que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement envisage, si elle le juge bon, cette possibilité de créer une organisation internationale du commerce. Les auteurs des amendements prévoient, parmi diverses méthodes à étudier, l'opportunité "d'établir une institution des Nations Unies pour le commerce international".

24. On peut donc se demander s'il existe réellement, comme voudraient le faire croire les Etats-Unis d'Amérique, l'Australie et la Yougoslavie, une divergence fondamentale entre ces trois formules. On a déjà vu qu'elles ne s'excluent certainement pas mutuellement et le représentant des Etats-Unis n'est pas fondé à affirmer que les amendements des six puissances changent clairement l'intention du texte original sur ce point. On peut être contre la création d'une organisation internationale du commerce, mais comment s'opposer à ce qu'une conférence internationale sur le commerce examine l'opportunité de créer une telle institution? Les adversaires de cette institution pourront plaider leur cause à cette conférence même, mais il semble prématuré de s'opposer, à la Deuxième Commission, à l'éventualité d'une telle discussion à la future conférence. Comme l'a fort

justement souligné le représentant de l'Union soviétique, il faudra bien qu'un organisme international veille à l'application pratique des décisions que cette conférence pourra être amenée à prendre. Sans doute, le représentant de la Yougoslavie a déjà sur ce point une solution toute trouvée qui consiste à ajouter telle ou telle disposition aux articles de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, mais ce n'est pas ici le lieu d'en décider: la Deuxième Commission doit simplement éviter d'empêcher la Conférence internationale sur le commerce d'étudier toutes les méthodes et tous les mécanismes possibles en vue de l'exécution de mesures relatives à l'expansion du commerce international.

25. On a aussi rappelé l'expérience avortée de La Havane. Mais la situation en 1963 n'est pas la même qu'en 1948 et rien ne permet de prévoir si l'organisme dont il est question maintenant aura ou non la moindre ressemblance avec celui qui avait été conçu à La Havane. Une chose est certaine: il faudra qu'un organisme international assure l'exécution de mesures adoptées, faute de quoi la Conférence sur le commerce ne serait qu'une collection de discours éloquentes et de résolutions sans effet.

26. Il existe une autre divergence d'opinion quant à la nature même de la prochaine conférence. Peut-on examiner dans une première conférence des Nations Unies sur le commerce international un aspect seulement de la question, à l'exclusion d'autres aspects? M. Lychowski ne le pense pas. Mais là encore, il ne doit pas être impossible de concilier les points de vue opposés. De toute évidence, les problèmes des pays en voie de développement seront au premier plan des discussions, mais il va de soi qu'on ne trouvera de solution durable à ces problèmes que dans le cadre du marché mondial considéré dans son ensemble et qu'il faudra étudier d'autres problèmes fondamentaux de façon plus ou moins approfondie pour arriver à la meilleure solution possible du problème principal. Pour parler net, s'il faut comprendre, d'après les explications du représentant de la Yougoslavie (824<sup>ème</sup> séance), que "diversification des échanges des pays en voie de développement" signifie "diversification géographique" au-delà des échanges entre ces pays et les pays développés et des échanges entre pays en voie de développement eux-mêmes, il ne peut s'agir que d'échanges avec les pays socialistes. Dès lors, il convient de noter que les pays socialistes ont leurs propres problèmes commerciaux et que le meilleur moyen d'examiner cet aspect du problème des pays en voie de développement est de le faire dans le cadre du commerce mondial. Le représentant de la France a fait la même observation à propos des échanges entre les pays en voie de développement et les pays développés.

27. La prochaine conférence n'aura pas pour objet de conclure un accord commercial pour l'année 1963-1964, mais d'étudier les tendances à long terme du futur réseau d'échanges internationaux, telles qu'elles se dessinent dès à présent. Il convient de rappeler ici que, d'après l'Annuaire statistique, 1961<sup>1/</sup>, la valeur, exprimée en dollars, des importations totales des pays socialistes en 1960 est près de neuf fois supérieure à ce qu'elle était en 1938; la valeur de leurs importations en provenance des pays peu développés est plus de 12 fois supérieure à ce qu'elle était alors. En revanche, les coefficients d'augmen-

tation des importations des pays capitalistes ont été respectivement de cinq et de trois. Tel est l'élément dynamique de la situation et telle est la question à examiner en détail à la future conférence, si l'on veut aborder sérieusement le problème de la diversification des échanges commerciaux des pays en voie de développement. Une telle conférence est trop importante pour traiter exclusivement de certains produits exportés par certains pays vers certains autres pays: elle devra s'attacher, comme le veut son titre, au commerce international dans son ensemble, en réservant bien entendu au problème urgent des pays exportateurs de produits primaires la place qui lui revient.

*M. Allana (Pakistan), vice-président, prend la présidence.*

28. M. BERNARDO (Argentine) tient à répondre à certaines observations qui intéressent particulièrement l'Argentine. En tant que coauteur du projet de résolution des 28 puissances, il apprécie l'esprit de coopération dont ont fait preuve les délégations qui ont présenté des amendements à ce texte, bien que ces amendements contribuent à détourner l'attention de la question fondamentale; ils font actuellement l'objet d'une étude approfondie de la part des auteurs.

29. Il convient de rappeler qu'un an après l'adoption de la résolution 1707 (XVI) de l'Assemblée générale — qui énumérait une bonne partie des desiderata exprimés dans le texte actuellement en discussion —, rien ou presque rien n'a été fait pour traduire dans la pratique les propositions qu'elle contenait. C'est assez dire l'intérêt que les pays en voie de développement attachent à la convocation d'une conférence sur le commerce, car le commerce est un instrument important dans leurs efforts de développement économique.

30. A propos du quatrième considérant du projet de résolution, le représentant du Royaume-Uni jugerait souhaitable de parler d'un "commerce international en voie d'expansion". Les auteurs du projet de résolution ont plutôt voulu souligner le processus de détérioration du commerce des pays en voie de développement. Pour leur permettre d'élever leur niveau de vie, il ne suffit pas que leur commerce augmente par exemple de 10 p. 100, alors que le commerce mondial augmenterait de 20 p. 100. Le problème ne réside donc pas tellement dans l'expansion du commerce international que dans la part qu'y prennent les pays en voie de développement. En fait, l'expansion du commerce international n'a pas empêché la stagnation et même le déclin économique de maints pays en voie de développement.

31. En ce qui concerne le neuvième considérant, qui exprime les craintes suscitées par des groupements économiques régionaux, l'Argentine a déjà eu l'occasion de souligner que la politique économique et commerciale adoptée par les pays développés influe sur celle des pays en voie de développement, si bien que le développement de ces derniers s'inscrit comme une sorte de variable dans l'équation représentée par le commerce des pays industrialisés. Ainsi, le représentant de la Belgique a pu dire que les craintes des pays en voie de développement étaient infirmées par la réalité et il en a donné pour preuve le fait que, de 1959 à 1961, les importations des pays membres de la Communauté économique européenne en provenance de l'Argentine sont passées de 395 à 421 millions de dollars. Cela est exact, mais il faut ajouter que si l'on part de 1960, les exportations de l'Argentine vers

<sup>1/</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente: 62.XVII.1.

les pays de la Communauté sont tombées de 459 à 421 millions de dollars, alors que les exportations des pays de la Communauté vers l'Argentine sont passées de 324 à 347 millions de dollars en 1960 et à 474 millions de dollars en 1961. C'est là, on en conviendra, un tableau bien différent.

32. Pour ce qui est de la date de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, que certains trouvent trop rapprochée, qui peut dire si l'on ne se trouvera pas, en 1964, en présence d'une situation qui rendrait cette conférence inutile? A propos de l'élargissement du Comité préparatoire, la délégation du Royaume-Uni a proposé que cet élargissement soit limité aux membres nouvellement admis à siéger au Conseil économique et social. Là n'est pas le nœud de la question. Il ne s'agit pas ici de considérer des pays à titre individuel, car ces problèmes intéressent tous les pays en voie de développement. Il faut donc donner à ceux-ci une représentation adéquate afin qu'ils puissent participer aux travaux préparatoires et faire en sorte que leurs problèmes commerciaux soient examinés par la Conférence.

33. Enfin, la question d'une organisation internationale du commerce peut et doit être discutée à la prochaine Conférence, mais il n'est nullement nécessaire d'en proposer spécifiquement l'inscription à l'ordre du jour de cette conférence. Il faut ne pas préjuger la question et laisser à la Conférence elle-même le soin de se prononcer à ce sujet.

34. Pour conclure, M. Bernardo dit que l'Argentine n'a pas de préjugé en ce qui concerne l'adoption à l'unanimité du projet de résolution en question. Si l'unanimité se fait, l'Argentine s'en réjouira, pour autant que cette unanimité ne soit pas obtenue en sacrifiant ou en altérant les objectifs que poursuivent les pays en voie de développement. Si telle était la situation, la résolution ainsi adoptée perdrait à ses yeux toute valeur.

35. M. WOULBROUN (Belgique) note qu'au cours d'une période plus récente que celle à laquelle s'est référé le représentant de l'Argentine, le commerce entre la Communauté économique européenne et les pays tiers a augmenté. Du premier trimestre de l'année 1961 au premier trimestre de l'année 1962, les importations de la Communauté en provenance d'Amérique latine ont progressé, dans l'ensemble, de 15 p. 100, alors que leurs exportations en direction de cette même région n'ont augmenté que de 6,8 p. 100. Il ne s'agit pas de s'engager dans une bataille de chiffres car, en se basant sur des périodes de référence différentes, il n'est pas difficile de trouver des statistiques qui prouvent à la fois une idée et l'idée opposée, mais de rappeler que les pays membres de la Communauté se préoccupent vivement des problèmes des pays sous-développés, ont le désir d'y apporter des remèdes et sont en faveur de la convocation de la Conférence internationale sur le commerce.

36. M. VELAZQUEZ (Panama) dit que son pays ne pouvait rester indifférent devant l'évolution défavorable des termes de l'échange des pays en voie de développement et devant le peu de sens des responsabilités dont ont fait preuve les grandes puissances, qu'elles soient de l'Est ou de l'Ouest, devant cette situation déplorable. Il s'est donc joint aux auteurs du projet de résolution des 28 puissances pour demander la convocation rapide d'une conférence internationale. La date proposée n'est pas immuable, mais

il est très souhaitable que la réunion de cette conférence ne soit pas reportée au-delà de juin 1963. Les arguments invoqués en faveur d'une date plus lointaine ne sont guère convaincants, pas plus que ne le sont ceux qui ont été avancés contre l'élargissement du Comité préparatoire pour assurer une représentation adéquate aux pays sous-développés.

37. M. MUZIK (Tchécoslovaquie) note que la Conférence du Caire sur les problèmes de développement économique s'est déclarée résolument en faveur de la réunion d'une conférence économique internationale dans le cadre des Nations Unies, ainsi qu'il ressort du paragraphe 59 de la Déclaration du Caire des pays en voie de développement (A/5162); en outre, elle a recommandé, comme l'indique le paragraphe 60, que l'ordre du jour de cette conférence comprenne toutes les questions vitales relatives au commerce international, au commerce des matières premières et aux relations économiques entre les pays en voie de développement et les pays développés. Loin de restreindre la future conférence, les pays participant à la réunion du Caire en ont donc souligné l'importance universelle et, par conséquent, les efforts que certains déploient actuellement pour limiter l'ordre du jour de la conférence ne correspondent pas à leurs intentions.

38. Les questions vitales du commerce international sont les suivantes: premièrement, la part décroissante des pays en voie de développement dans le commerce mondial et l'évolution défavorable de leurs termes de l'échange; deuxièmement, les entraves à un développement suffisant des échanges que représentent les mesures discriminatoires qui frappent à la fois le commerce entre pays de niveaux de développement différents et celui entre pays de systèmes économiques distincts. Pour éliminer ces inconvénients et développer le commerce international sur une base équitable et mutuellement avantageuse, il est nécessaire d'établir un mécanisme international, qui englobe tous les pays et qui soit meilleur que le système actuel. Toutes ces questions figurent dans le projet de résolution de l'URSS, qui correspond donc pleinement à l'esprit de la Déclaration du Caire.

39. Les efforts pour créer une organisation internationale pour le commerce ont débuté au cours même de la seconde guerre mondiale; sur l'initiative du Président des Etats-Unis, le Département d'Etat, se fondant sur la Charte de l'Atlantique et coopérant avec les autorités britanniques, a publié en décembre 1945 des propositions pour l'expansion du commerce mondial et de l'emploi. L'organisation envisagée aurait un statut semblable à celui des autres institutions des Nations Unies et les mêmes liens qu'elles avec le Conseil économique et social. En septembre 1946, le Gouvernement des Etats-Unis a publié un premier projet de charte pour une organisation internationale du commerce, qui a été étudié par la Commission préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi et qui a servi de base à l'élaboration de la Charte de La Havane instituant une organisation internationale du commerce (OIC).

40. Malheureusement, les travaux de la Commission préparatoire et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi tenue à La Havane en 1947-1948 n'ont pas abouti et il ne reste que l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, alliance qui lie les signataires par des liens assez lâches et prévoit essentiellement des réunions périodiques sur l'application de l'Accord et l'étude des problèmes communs. Il s'agissait d'une mesure

transitoire avant la création de l'OIC et les dispositions de la Charte de La Havane devaient ultérieurement compléter celles du GATT, notamment sur le plan des accords relatifs aux produits ou des mesures contre les cartels. L'article XXIX de l'Accord général, qui régissait le rapport de l'Accord avec la Charte de La Havane, n'a plus qu'un intérêt historique depuis qu'il est devenu évident que la Charte de La Havane ne serait jamais appliquée, mais la création d'une organisation internationale du commerce n'en a pas perdu pour autant de son importance. Elle est en fait d'autant plus urgente que le système actuel n'a pas pu empêcher — et a même parfois aggravé — les disparités et discriminations croissantes dans le domaine du commerce mondial. Ce point est d'ailleurs prouvé par l'idée même de convoquer une conférence mondiale dans le cadre des Nations Unies.

41. Cette conférence devrait être universelle, non seulement pour ce qui est des pays participants, mais aussi pour ce qui est des sujets examinés. On a fait remarquer que le GATT sert les intérêts des pays industriels; en fait, même s'il a fait des efforts pour s'adapter avec souplesse à des situations nouvelles, il n'en sert pas moins principalement, par sa nature même, les intérêts des seuls pays industriels capitalistes. D'aucuns ont souhaité que la conférence sur les problèmes du commerce résolve en premier lieu, ou même exclusivement, l'ensemble complexe des difficultés spéciales des pays en voie de développement. Certes, ces problèmes devront occuper la première place, mais il est impossible d'admettre que la conférence ne s'occupe pas de toutes les questions vitales. Ne serait-ce pas renforcer la guerre froide que d'écarter une grande partie des sujets à considérer et d'empêcher un groupe d'Etats de participer à cet examen? Comment les pays dont les problèmes et les besoins ne seraient pas pris en considération — sans parler même de ceux qui ne seraient pas invités — pourraient-ils s'intéresser à cette conférence?

42. L'Annuaire statistique des Nations Unies pour l'année 1961 montre que, de 1953 à 1954, les prix réels des produits de base et des produits alimentaires ont baissé de 150 millions de dollars au détriment des exportateurs de ces produits; l'écart est passé à 4 milliards 100 millions de dollars en 1958 et à 6 milliards 250 millions de dollars en 1960. Devant cette aggravation de la situation, renforcée par la progression opposée des prix des produits industriels et par le développement des mesures discriminatoires, il est impossible de retarder la date de convocation de la conférence. Il est en effet fort peu probable que le système actuel et les efforts non coordonnés des Etats permettent d'arrêter la tendance ou que des Etats ou groupes d'Etats soient prêts à s'engager unilatéralement à ne prendre avant la conférence aucune mesure qui aggrave les mesures discriminatoires ou renforce le système existant. Bien que ces questions n'aient pas encore reçu de réponse constructive de la part de toutes les délégations, M. Mužfk espère que des efforts communs — puisque nul ne s'est opposé à la conférence — permettront de parvenir à un accord mutuellement acceptable et satisfaisant les intérêts de tous.

*M. Lewandowski (Pologne) reprend la présidence.*

43. M. EL BANNA (République arabe unie) rappelle que les pays qui ont participé à la Conférence du Caire se sont surtout penchés sur les problèmes des pays sous-développés bien que n'ayant pas méconnu les autres problèmes du commerce international. La République arabe unie juge important de développer le commerce entre pays d'idéologies différentes, mais considère que la future conférence devra viser essentiellement à résoudre les difficultés particulières des pays en voie de développement.

La séance est levée à 17 h 25.